



RECONNAISSANCE DU NUCLEAIRE EN EUROPE

100 % libres
...100 % vous !

La CFE Énergies salue les nouvelles avancées en faveur du nucléaire en Europe et demande à la Commission de faire preuve de cohérence

Alors que le débat fait rage à Bruxelles et à Strasbourg sur les prochains objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2040, la Commission européenne tente toujours de justifier l'importation massive d'énergies fossiles américaines prévue par l'accord du 27 juillet 2025 avec les États-Unis, en totale contradiction avec les ambitions de décarbonation et d'autonomie stratégique de l'Union Européenne (UE). Quelques jours après l'avis de la Cour internationale de justice en matière de droit international climatique, la position de la Commission n'en est que plus curieuse.

Dans le même temps, l'exécutif européen annonce que les investissements et exportations de technologies nucléaires américaines prévus par cet accord concerneront les réacteurs conventionnels et les petits réacteurs modulaires dits SMR.

Pourtant, nombre d'acteurs se sont battus pour que l'alliance européenne des SMR dont la Commission est membre, participe pleinement à la souveraineté nucléaire du Vieux Continent en privilégiant les technologies de l'UE. La CFE Énergies s'étonne donc de l'approche adoptée fin juillet par la présidente de la Commission dans un accord UE-US qui ouvre largement la porte du marché européen aux SMR américains, au détriment de la souveraineté industrielle et technologique européenne et alors que l'UE dispose d'un écosystème nucléaire complet et performant, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur.

Faire reposer l'avenir nucléaire de l'Europe sur des investissements et technologies américains ne sera pas non plus neutre pour la pérennité des emplois qui concernent à ce jour plus d'un million de salariés européens.

Pourtant, après de très nombreuses années de refus idéologique de la reconnaissance du nucléaire comme composante de l'avenir énergétique de l'Europe, et ce au mépris du Traité Euratom, la Commission européenne faisait enfin preuve depuis quelques mois d'un pragmatisme nouveau et bienvenu en matière d'énergie nucléaire, comme en témoigne la déclaration début juillet du commissaire européen au climat pour qui « *l'Europe n'atteindra pas ses objectifs climatiques sans le nucléaire* ».

Alors que la Banque Européenne d'Investissement n'exclut désormais plus le soutien aux projets nucléaires, la Commission a publié un programme indicatif nucléaire (Pinc) à 241 milliards d'euros pour 2050. Le commissaire européen à l'énergie a, lors de sa visite à la centrale nucléaire de Cattenom, ouvert la voie à l'intégration du nucléaire dans différents textes européens.

La Commission vient ainsi d'adopter début juillet un acte délégué définissant l'hydrogène bas carbone et de proposer d'ouvrir son mécanisme de financement de l'hydrogène à

l'hydrogène bas carbone issu du nucléaire au nom de la neutralité technologique bas carbone que défend depuis de nombreuses années la CFE Énergies.

Enfin, dans sa communication sur le Fonds européen pour la compétitivité, la Commission, par son positionnement, rend les technologies dites « net zero », y compris le nucléaire, éligibles à ce fonds, en plus de consacrer le principe de préférence européenne.

A cette évolution des institutions européennes s'ajoutent les signaux positifs venus d'Allemagne à travers les récentes déclarations du Chancelier Merz ou encore de l'Espagne où le gouvernement se déclare désormais ouvert à une éventuelle prolongation des centrales nucléaires après le black-out du 28 avril 2025.

La CFE Énergies ne peut que se réjouir de ce vent de nouveau favorable au nucléaire en Europe et espère que la Commission fera preuve de cohérence politique en mettant toute son énergie pour que ce vent favorable contribue à la souveraineté industrielle et technologique de l'Union Européenne et à la préservation des emplois des Européens mobilisés dans cette filière industrielle.